

STALINE VU DE PRÈS

Tzvetan Todorov

Gallimard | *Le Débat*

2004/1 - n° 128
pages 127 à 140

ISSN 0246-2346

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-le-debat-2004-1-page-127.htm>

Pour citer cet article :

Todorov Tzvetan, « Staline vu de près »,
Le Débat, 2004/1 n° 128, p. 127-140. DOI : 10.3917/deba.128.0127

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Tzvetan Todorov

Staline vu de près

Gueorgui Dimitrov (1882-1949) était le dirigeant le plus en vue du Parti communiste bulgare pendant la première moitié du ^{xx}e siècle. Au lendemain de l'écrasement de l'insurrection déclenchée par les communistes, en septembre 1923, il quitte le pays et devient fonctionnaire du Komintern, l'organisme communiste international. Il circule, de manière plus ou moins légale, entre Moscou, Vienne et Berlin. C'est dans cette dernière ville qu'il sera arrêté en mars 1933, quelques semaines après la prise du pouvoir par Hitler. On l'accuse, aux côtés d'autres communistes, d'avoir provoqué l'incendie du Reichstag – moyen pour Hitler de déconsidérer et de réprimer le mouvement communiste. Mais, contre toute attente, Dimitrov se défend brillamment ; les réseaux internationaux de sympathisants, animés par Willi Münzenberg, assurent le retentissement mondial du procès qui se tient à Leipzig et suscitent la bienveillance universelle pour le principal accusé. Malgré la présence de Goering et de Goebbels sur le

banc des témoins, Dimitrov sera acquitté et libéré.

Déchu de sa nationalité bulgare, il se rend en URSS où il est reçu en héros. Auréolé par sa nouvelle gloire, il gravit immédiatement les marches du pouvoir et devient secrétaire général du Komintern, ainsi que député au Soviet suprême, équivalent du parlement en URSS ; dans la minutieuse hiérarchie des dirigeants du pays, il occupe à l'époque la sixième place. Il la garde jusqu'au déclenchement de la guerre en 1941, lorsque le mouvement communiste international se verra obligé de se transformer. Après la victoire sur l'Allemagne, en 1945, il rentre en Bulgarie ; un an plus tard, il en devient Premier ministre. C'est lui qui organise la répression impitoyable de l'opposition démocratique, en 1947, et notamment l'assassinat légal de son dirigeant, Nikola Petkov. Souvent malade, Dimitrov est soigné en URSS ; il y décède en juillet 1949.

Dimitrov ne serait qu'une des figures, pathé-

tiques ou sinistres, du communisme international de ce temps, s'il ne se distinguait par une activité supplémentaire : il tient un journal. En particulier, il en commence un alors qu'il est en prison à Berlin, le 9 mars 1933, et il le poursuit, avec peu d'interruptions, jusqu'au 6 février 1949. Pendant ces seize années décisives pour l'histoire de l'Europe, il note tous les jours les principaux événements de sa vie, très largement consacrée à l'activité publique. L'existence du journal n'est ignorée ni des tchékistes russes ni des communistes bulgares. Au lendemain de la mort de Dimitrov, le journal est entreposé dans les archives du Parti communiste bulgare ; mis à part quelques extraits concernant le procès de Leipzig, son contenu sera gardé rigoureusement secret. Mais, après la crise du régime en 1989, aggravée en 1991, la question de sa publication devient d'actualité. La tâche n'est pas aisée : Dimitrov écrit indifféremment en bulgare, russe et allemand, avec de nombreuses abréviations, et en se servant, souvent, des pseudonymes de l'époque. Elle sera néanmoins conduite à bien et le journal sera publié dans son intégralité, en bulgare, en 1997¹. En 2003 paraîtra sa première traduction – en anglais, chez Yale University Press.

Le journal de Dimitrov est un document inestimable pour l'histoire du mouvement communiste, de l'Europe de l'Est, voire de la politique mondiale de la première moitié du *xx^e* siècle. Il offre en même temps une riche matière à la réflexion des politologues, des sociologues, des psychologues. Aucun autre dirigeant communiste de ce niveau n'a produit un document semblable ; les mémoires ou les entretiens laissés par quelques-uns d'entre eux ont été rédigés rétrospectivement, non au jour le jour. On y trouve d'innombrables détails, notamment, sur l'activité du Komintern avant la guerre, comme

sur l'instauration des « démocraties populaires » en Europe de l'Est, après la guerre. On y observe en même temps de près la vie des milieux dirigeants de l'Union soviétique.

L'une des contributions les plus éclairantes du journal consiste dans les propos de Staline rapportés par Dimitrov. Tout au long de cette période, Dimitrov fait partie du cercle le plus rapproché du chef soviétique ; il le rencontre, non tous les jours, mais souvent. Ce que Staline dit est jugé si précieux par Dimitrov qu'il le transcrit aussitôt dans son journal. On y trouve donc aussi bien des discours plus ou moins officiels que des confidences adressées aux plus proches. Le portrait de Staline qui se dégage de ces pages est saisissant. Est-ce à dire que nous avons affaire là au « vrai » Staline ? Certainement pas. D'abord, quelques éléments de son action vont trop de soi pour que Dimitrov les note ; de plus, seules les affaires internationales reçoivent une attention soutenue ; enfin, même devant Dimitrov, Staline ne dit pas tout. Du reste, les interventions publiques de Staline ne sont pas moins importantes que cette face intime, révélée par le journal. Il n'empêche, la contribution de Dimitrov est essentielle, et elle mérite d'être connue de tous ceux qu'intéressent l'activité du dirigeant soviétique et la nature des pratiques communistes.

La terreur en dansant

Quelles sont les premières impressions de Dimitrov ? Arrivé à Moscou le 27 février 1934, il est reçu par Staline, en compagnie d'autres

1. G. Dimitrov, *Dnevnik*, Sofia, Éditions universitaires Saint-Clément d'Okhrid, 1997.

membres du Bureau politique, le 3 mars suivant. La première réplique de Staline qui figure dans le journal concerne le politicien bulgare Alexandre Tsankov, responsable de la répression des communistes en 1923 ; elle est laconique : « Tsankov – qu’il soit massacré ! »

La hargne de Staline, à cette époque, concerne tout particulièrement ceux qu’il appelle les « trotskistes », étiquette commode servant à désigner tous les communistes qui ne seraient pas d’accord avec lui. Les procès contre ses anciens compagnons vont se succéder rapidement ; ceux-ci ne suscitent en lui aucune pitié. « Il ne faut pas croire aux paroles d’un ancien oppositionnel », dit-il en réponse aux justifications de Boukharine et de Rykov ; et le suicide de Tomski est une « dernière tentative désespérée pour lutter contre le Parti » (le 4 décembre 1936). À une réunion pour fêter le vingtième anniversaire de la révolution d’Octobre, il porte le toast suivant : « Nous anéantirons tous ces ennemis, même s’ils sont de vieux bolcheviks, nous anéantirons tous leurs parents, toute leur famille. Nous anéantirons tous ceux qui, par leurs actions et pensées (oui, pensées), atteignent à l’unité de l’État socialiste. Pour que soient anéantis jusqu’au bout tous les ennemis, eux-mêmes et leur clan ! » (le 7 novembre 1937). Les « trotskistes » doivent être attaqués non seulement en URSS, mais partout où ils se trouvent : « Il faut poursuivre, fusiller et anéantir les trotskistes. Ce sont des provocateurs mondiaux, les pires agents du fascisme ! [...] Münzenberg est un trotskiste. S’il vient ici, il faut absolument l’arrêter. Efforcez-vous de l’attirer ici » (le 11 novembre 1937²).

Envers ses collaborateurs, Staline est brutal et se fait facilement menaçant. Il les trouve trop mous et du coup pas assez efficaces. Le général Merkoulov, futur chef du NKVD (ministère

des Affaires intérieures), en fait partie. « Vous devez avoir un plan et l’appliquer strictement, sans tenir compte de ce que quelqu’un sera offensé » (le 21 janvier 1941). Le ton monte pendant la guerre. Devant le bureau politique caché dans l’abri anti-aérien, il menace Khrouchtchev, tenu pour responsable des revers subis en Ukraine : « Agissez comme il est nécessaire. Sinon – je vous le dis clairement – je vous réglerai votre compte » (le 16 août 1941). Le maréchal Koulik a dû se retirer d’une ville ; il est immédiatement rétrogradé, privé de ses médailles et considéré comme responsable d’« actions criminelles », formule bien dangereuse. Vorochilov, incapable de gagner, sera envoyé à l’arrière (le 19 février 1942). Une fois la guerre terminée, Staline ne deviendra pas moins injurieux envers ceux qui ne le satisfont pas : Dimitrov lui-même se fera gronder et humilier comme un petit garçon, en février 1948, pour n’avoir pas su déchiffrer exactement les instructions du maître.

Impitoyable avec les individus, Staline n’est pas plus tendre avec les groupes qu’il juge condamnés par l’histoire. La collectivisation des terres est déjà derrière lui, mais il se souvient comme d’un exploit des moments où « il fallait couper à vif le corps du koulak » (le 11 novembre 1937). En 1940, il attaque la Finlande, qui lui oppose une résistance surprenante. Il donne des directives : l’armée adverse serait de 150 000 hommes, « nous avons tué 60 000, il faut tuer les autres aussi, et l’affaire sera terminée. Il ne faut laisser que les enfants et les vieillards » (le 21 janvier 1940). Le déplacement des populations, à la faveur de la guerre, ne

2. On trouve une remarquable reconstruction romanesque des derniers jours de Münzenberg dans le livre d’Antonio Muñoz Molina, *Séfarade* (Paris, Ed. du Seuil, 2002).

l'impressionne pas davantage : « Si nous vainquons, on rendra la Prusse orientale aux Slaves, auxquels elle appartient. On la peuplera de Slaves » (le 8 septembre 1941). On remarquera qu'à cette date – la scène se déroule encore dans un abri – l'usage du conditionnel est de rigueur.

Tel est le premier registre de Staline, constaté par Dimitrov : la pratique de terreur et de menace de terreur. Le second est plus difficile à qualifier mais non moins présent. Staline laisse toujours planer un certain vague sur ses intentions, il parle avec fermeté mais en laissant la porte ouverte à plusieurs interprétations ; ou alors il change rapidement d'avis. Ses interlocuteurs, qui tremblent devant lui, font de leur mieux pour deviner le sens dernier de ses propos, mais ils n'en ont jamais aucune certitude. De cette manière, personne ne peut s'abriter derrière une légitimité tirée de la théorie ; celle-ci est en constante reformulation, et la seule légitimité réside en Staline lui-même. Le 7 novembre 1940, par exemple, il s'adresse aux plus hauts dignitaires du Parti, réunis autour de lui, en commençant par les gronder parce que les avions soviétiques sont moins bons que ceux des ennemis (« or pour nous tous les États capitalistes sont des ennemis »). « Aucun de vous ne pense à cela. Je suis seul. [...] Vous n'aimez pas étudier, vivez dans l'auto-contentement. [...] On m'écoute, mais tout reste à l'ancienne. Mais je vous montrerai si je perds patience. (Vous savez comme je peux le faire.) Je frapperai les gros lards, de sorte que tout va craquer. » Évidemment, en matière d'aviation comme en tant d'autres, aucune décision ne peut être prise sans Staline, pourquoi les accable-t-il de ses propres manquements ? Peu importe, ses interlocuteurs se taisent tous et tremblent, ils savent vers quoi peut conduire ce langage. Dimitrov observe : « Dans les yeux de Vorochilov ont apparu des

larmes. Pendant qu'il parlait, Iossif Vissarionovitch se tournait particulièrement vers Kaganovitch et Beria » (le 7 novembre 1940).

Les subordonnés essaient d'exécuter les ordres du maître – mais celui-ci annule ses directives, les reformule sans cesse, de sorte qu'ils ne savent jamais exactement à quoi s'en tenir. De ce fait, ils se sentent doublement coupables : manquant d'intelligence comme d'efficacité. Mais c'est qu'aujourd'hui Staline dit : « Ne vous dépêchez pas dans ce travail » (le 13 mai 1943) ; une semaine plus tard : « Il faut se dépêcher avec la publication [le concernant] » (le 20 mai 1943). Alors, comment le satisfaire ? Faut-il tolérer l'opposition (après la guerre, dans les pays d'Europe de l'Est) ou bien l'écraser ? Les exécutants croient avoir compris et se précipitent pour agir – pour découvrir qu'une fois de plus ils se sont trompés. Cette mobilité de la stratégie les prive de toute certitude et accroît leur dépendance par rapport au chef.

Enfin, le troisième registre de Staline est celui de la plaisanterie. À vrai dire, Dimitrov ne rapporte aucune formule qui puisse nous faire rire aujourd'hui ; mais il affirme que ce trait caractérise bien Staline. Par exemple, ses propos sur le déplacement de populations en Prusse orientale sont introduits par la formule suivante : « Pendant tout le temps [passé dans l'abri anti-aérien], le Patron plaisantait spirituellement » (le 8 septembre 1941). En quoi le futur départ des Allemands constitue-t-il une blague ? Une autre fois, au Kremlin, Dimitrov demande à Staline un rendez-vous pour l'entretenir des affaires du Komintern. Staline répond : « Pas le temps. Quand j'ai un moment de libre, ou bien je dors, ou bien je m'occupe de choses drôles, non de questions sérieuses. » Dimitrov ajoute : « Staline plaisantait beaucoup. Taquinait Chvernik et Kholmine, obligeait Manouilski à raconter

de nouvelles anecdotes, etc. » (le 21 janvier 1943). On voit que ces membres de la direction du pays doivent faire preuve de capacités particulières : bien rire des taquineries du patron, ou alors savoir le faire rire à leur tour.

Une autre scène étonnante se déroule le 6 décembre 1948, lorsque Staline désigne Kostov, dirigeant communiste bulgare présent sur place, comme la prochaine victime des purges : Kostov s'est rendu coupable de velléités d'indépendance par rapport au Parti soviétique, travers particulièrement mal vu en ces jours où éclate le conflit avec la Yougoslavie de Tito. Cependant, après avoir rapporté ce qui équivaut à une condamnation à mort sans appel possible, Dimitrov note : « On est restés jusqu'au matin. Staline était très vif et gai. Régalait ses invités. Mis l'électrophone avec des disques. Lui-même plaisantant beaucoup et dansant. » Le roi s'amuse – Staline danse pendant que ses compagnons claquent des dents.

Staline est tout à fait conscient de la position exceptionnelle qu'il occupe au milieu des millions de personnes formant la population du pays : « Les masses innombrables ont une psychologie de troupeau. Elles n'agissent qu'à travers leurs élus, leurs chefs » (le 7 avril 1934). Dimitrov absorbe vite la leçon.

Le national-communisme

Tels sont les traits caractéristiques du personnage que côtoiera Dimitrov pendant ces seize années. Mais quel est le dessein au nom duquel il agit ainsi ? Qu'est devenue entre ces mains la doctrine communiste ?

En général, Staline ne parle pas de doctrine à ses plus proches collaborateurs. Mais, à l'occa-

sion de certains événements majeurs, il leur livre sa vision de la vie politique de la planète. En août 1939, il vient de signer un pacte d'amitié avec Hitler, celui-ci en profite pour envahir la Pologne ; la Grande-Bretagne et la France s'engagent : la Seconde Guerre mondiale commence. Le lendemain, Staline expose son analyse à Molotov, Jdanov et Dimitrov, invités par lui au Kremlin. « La guerre est conduite entre deux groupes de pays capitalistes (riches et pauvres en colonies, matières premières, etc.). En vue d'une redistribution du monde, de domination sur le monde ! Nous ne sommes pas contre le fait qu'ils se battent bien les uns contre les autres et s'épuisent mutuellement. Ce n'est pas une mauvaise chose si par les mains de l'Allemagne s'affaiblit la position des pays capitalistes les plus riches (en particulier de l'Angleterre). Hitler, sans le comprendre et sans le vouloir, ébranle, sape le système capitaliste. [...] Nous pouvons manœuvrer, soutenant un pays contre un autre, pour qu'ils s'entredéchirent. Le pacte de non-agression aide dans une certaine mesure l'Allemagne. Le moment suivant sera d'encourager l'autre côté. [...] En temps de guerre, la division des pays capitalistes en fascistes et démocratiques perd son sens antérieur » (le 7 septembre 1939).

On peut constater que Staline n'a rien compris à la nouveauté incarnée par Hitler. Il applique à la Seconde Guerre mondiale l'interprétation marxiste adaptée à la Première : les raisons du conflit sont pour lui économiques, non politiques. On voit en même temps le cynisme intégral de ses alliances : il soutiendra tantôt l'un, tantôt l'autre des belligérants, jusqu'à ce qu'ils soient tous deux épuisés et qu'il puisse, lui, ramasser la mise. Hitler ne lui laissera pas le temps de mettre en œuvre ses projets machiavéliques.

L'aveuglement de Staline se poursuit assez longtemps : le 25 novembre 1940, il demande à Dimitrov de transmettre à la Bulgarie une proposition de signer un accord mutuel de non-agression. Jusqu'alors neutre, la Bulgarie est l'objet de sollicitations de toutes parts. « Pour ce qui concerne la signature d'un pacte d'aide mutuelle, non seulement nous n'objectons pas que la Bulgarie rejoigne le Pacte tripartite, mais nous-mêmes nous joindrons à ce Pacte. » On tremble à l'idée que Hitler aurait pu accepter la proposition et que le pacte tripartite – Allemagne, Italie, Japon – aurait pu devenir quadripartite ! L'Europe d'aujourd'hui aurait eu une tout autre carte. Heureusement pour nous, Hitler décline l'offre.

Une fois les alliances renversées, Staline ne se sent pas plus proche des États-Unis et de la Grande-Bretagne que de l'Allemagne nazie. « Entre nous et la fraction démocratique des capitalistes est née une alliance, parce que celle-ci avait intérêt de ne pas laisser la domination de Hitler, car cette domination brutale aurait amené la classe ouvrière aux extrémités et au renversement du capitalisme lui-même. Nous sommes maintenant avec l'une des fractions contre l'autre, mais dans l'avenir nous serons aussi contre cette fraction des capitalistes » (le 28 janvier 1945). Staline reste fidèle à la grille d'interprétation orthodoxe, inscrite dans la doctrine marxiste traditionnelle, ce qui lui fait ignorer la nature agressive du nazisme ; celui-ci lui apparaît sous les traits surprenants d'un fossoyeur involontaire du capitalisme. On comprend, dans ces conditions, pourquoi Staline a choisi de l'appuyer en premier.

En même temps, à écouter les raisonnements concrets de Staline concernant tel ou tel pays, on a l'impression d'être en face du représentant d'une grande puissance plutôt que d'un

théoricien communiste. Il pense les relations entre pays en termes d'équilibre géopolitique, non de victoires doctrinales. Assez tôt dans la guerre, il commence à s'inquiéter d'un affaiblissement excessif de l'Allemagne, dans l'Europe d'après guerre, qui ne lui permettrait plus de contrebalancer l'influence anglaise : « Il est nécessaire d'indiquer aux Allemands le danger du partage et de l'anéantissement de l'Allemagne » (le 12 juin 1943). À la veille de la victoire, il a toujours le même souci : « Les Anglais veulent partager l'Allemagne (la Bavière et l'Autriche, la région rhénane, etc.). Par tous les moyens aspirent à anéantir leur concurrent. Bombardent méchamment les usines et les fabriques allemandes. Nous n'admettons pas leur aviation dans notre zone de l'Allemagne. Mais ils essayent par tous les moyens de bombarder là aussi. [...] Il faut que se trouvent des Allemands qui agissent pour sauver ce qui peut encore être sauvé dans la vie du peuple allemand » (le 17 mars 1945).

Les relations avec un autre voisin, la Turquie, semblent également envisagées en termes ethniques plutôt qu'idéologiques. « Nous chasserons les Turcs en Asie. Qu'est-ce que c'est que cette Turquie ? Il y a là 2 millions de Géorgiens, 1,5 million d'Arméniens, 1 million de Kurdes, etc. Les Turcs ne sont que 6-7 millions » (le 25 novembre 1940). La guerre terminée, Staline ne renonce pas à son projet, même s'il le repousse à plus tard : les Bulgares devraient hériter de la Thrace, la partie européenne de la Turquie. « La demande de la Thrace par la Bulgarie lui donnera des positions pour l'avenir. Encore une guerre est nécessaire pour que les questions de ce genre soient définitivement réglées » (le 2 septembre 1946). Ne croit-on pas entendre, plutôt que celle du chef communiste, la voix du tsar décidant du sort d'un voisin récalcitrant ?

Justement, dans les années précédant la guerre, Staline s'est livré à une singulière réévaluation de l'héritage des tsars russes : à l'en croire, leur politique à l'intérieur du pays était critiquable, mais leur attitude envers les pays voisins méritait l'éloge. « Les tsars russes ont accompli beaucoup de mauvaises choses. Ils ont pillé le peuple, ils l'ont réduit à l'esclavage. [...] Mais ils ont fait une bonne chose : ils ont créé un État immense – jusqu'à la Kamtchatka. Nous avons reçu cet État en héritage. Et c'est nous, les bolcheviks, qui avons pour la première fois consolidé et renforcé cet État en tant qu'entité une et indivisible. [...] C'est pourquoi tous ceux qui essaient de rompre l'unité de l'État socialiste, tous ceux qui aspirent à en détacher des parties et des nationalités, sont des ennemis, des ennemis jurés de l'État et des peuples de l'U.R.S.S. » (le 7 novembre 1937). Géorgien d'origine, Staline a adopté sans restrictions le projet grand-russe d'extension et de consolidation de l'empire.

À la fin de la guerre, dans le même esprit, Staline salue le projet d'une fédération des Slaves du Sud, entre la Bulgarie et la Yougoslavie, premier pas vers l'unification de tous les Slaves. « Ainsi on pose les bases de l'union de tous les peuples slaves. Ces peuples sont obligés de s'entraider et de se défendre mutuellement » (le 27 janvier 1945). Là encore, l'unité ethnique semble plus importante que l'orthodoxie idéologique, même si celle-ci n'est pas abandonnée. Staline pense le monde en termes de « choc des civilisations » – et les Slaves sont une civilisation.

De ce fait, dans les discours de Staline se produit un recouvrement, puis une confusion entre l'ethnique et l'idéologique, qui donne naissance au national-communisme russe. Toute victoire pour l'un des éléments en fait profiter

l'autre. Par exemple, à la suite du Pacte germano-soviétique, la Pologne a été partagée et occupée par les deux alliés. Accroissement du territoire national en même temps que victoire du communisme : « L'anéantissement de cet État dans les conditions actuelles signifierait un pays fasciste bourgeois de moins ! Quel mal y aurait-il si comme effet de la défaite polonaise nous étendions le système socialiste sur des nouveaux territoires et populations ? » (le 7 septembre 1939). Ce sont là deux versants d'une même action, qu'il devient de plus en plus difficile de distinguer ; comme le dit Staline à propos de la guerre contre la Finlande, « les actions de l'Armée rouge sont aussi une œuvre de la révolution mondiale » (le 21 janvier 1940).

La mise en valeur du projet national russe n'entre-t-elle pas en contradiction avec le traditionnel internationalisme prôné par la doctrine marxiste ? Staline évite la difficulté par un tour de passe-passe lexical : le nouveau nationalisme s'oppose non à l'internationalisme prolétarien, mais au cosmopolitisme bourgeois. « Entre le nationalisme bien compris et l'internationalisme prolétarien il n'y a pas et il ne peut y avoir de contradiction. Le cosmopolitisme déraciné, qui nie les sentiments nationaux, l'idée de la patrie, n'a rien de commun avec l'internationalisme prolétarien » (le 12 mai 1941). Ce dernier se définit apparemment, par défaut, comme une fidélité à l'Union soviétique – puisque celle-ci est l'incarnation d'un projet universel.

L'équilibre des forces

Staline ne passe pas beaucoup de temps à élaborer des points doctrinaux devant Dimitrov. Il s'attarde en revanche volontiers sur les

moyens qu'il faut déployer pour atteindre son but – un but qui n'est pas défini par rapport aux dogmes mais consiste dans la conquête, la consolidation et l'extension du pouvoir. En voici la règle générale : il ne faut entreprendre une action que si l'on a de bonnes chances de gagner ; toute autre considération est à écarter. Staline développe en particulier ces idées à propos de la situation en Grèce dans l'immédiat après-guerre.

La Grèce a été laissée, par les accords entre les Alliés, en dehors de la zone d'influence soviétique. Frustrés, les communistes grecs essaient de s'emparer du pouvoir par la violence et déclenchent une insurrection. Staline évalue le rapport des forces et désapprouve : « Ils ont engagé un travail pour lequel leurs forces ne suffisent pas. Apparemment, ils comptaient que l'Armée Rouge descendrait jusqu'à la mer Égée. Nous ne pouvons pas le faire. Nous ne pouvons envoyer nos armées en Grèce. Les Grecs ont fait une bêtise » (le 10 janvier 1945). Ils ont eu tort aussi de boycotter les élections législatives. « On peut boycotter les élections quand ce boycott conduit à leur annulation. Autrement le boycott n'est pas une chose raisonnable » (le 2 septembre 1946).

Les dirigeants communistes bulgares et yougoslaves, dont les pays servent de base arrière aux partisans grecs, croient devoir tout faire pour soutenir leur combat – puisqu'ils se battent pour une juste cause. Staline n'est pas d'accord – puisqu'ils risquent de perdre. L'action politique doit être orientée par son résultat probable, non par la motivation de ses acteurs. « Quand on va à la guerre, on doit bâtir le front comme cela vous arrange, alors qu'ici on tend simplement l'échine pour que les Américains la frappent. [...] Je pars de l'analyse des forces en présence, des partisans et de leurs adversaires.

Dernièrement, je commence à douter de la victoire des partisans. Si vous n'êtes pas convaincus que les partisans vaincront, il faut replier le mouvement des partisans. [...] Si la perspective dans le mouvement des partisans, dans un pays, est en baisse, mieux vaut repousser le combat jusqu'à des jours meilleurs. Ce qui manque dans le rapport des forces ne peut être compensé par des exclamations et des gémissements » (le 10 février 1948).

C'est alors que Staline élève le débat au niveau des principes. S'adressant toujours aux dirigeants bulgares et yougoslaves, il dit : « Vous avez peur de poser la question crûment. Vous êtes impressionnés par le "devoir moral". Si vous ne pouvez pas soulever le poids dont vous vous êtes chargés, il faut l'admettre. Vous ne devez pas avoir peur d'un "impératif catégorique" concernant la question du devoir moral. Pour nous, il n'existe pas d'"impératifs catégoriques". Toute la question est dans l'équilibre des forces. Si tu es fort, frappe. Sinon, n'accepte pas le combat. Nous acceptons le combat non quand le veut l'adversaire, mais quand c'est dans notre intérêt » (le 10 février 1948). Toute l'attention de Staline est concentrée sur l'issue du combat. En disciple paroxystique de Machiavel, il élimine toute relation entre vertus morales et qualités politiques. Est un bon politicien celui qui réussit, non celui qui défend une juste cause. La cause elle-même finit par se confondre avec la victoire : il faut gagner la bataille pour gagner la bataille, le pouvoir est une fin en soi.

Cette attitude dicte les réactions de Staline en toutes circonstances. Par exemple, au début de la guerre contre l'Allemagne, on voit Kalinine dans l'abri, membre du bureau politique, vanter devant Staline la bravoure des soldats soviétiques – il croit faire ainsi plaisir au chef. Celui-ci le coupe brutalement : « N'importe quel

imbécile peut être courageux. Il faut savoir se battre » (le 8 septembre 1941). Kalinine a eu le tort de confondre vertu et *virtù*. Quelques années plus tard, c'est à Dimitrov de subir les foudres du maître. Le dirigeant bulgare cherche à se justifier : il avait cru bien faire, aucune pensée hostile à l'URSS n'a jamais traversé son esprit. Staline, qui fait comme s'il avait relu les pages de Weber sur la différence entre éthique de la conviction et éthique de la responsabilité, lui rétorque : « Vous êtes un homme politique, et vous devez penser non seulement à vos intentions, mais aussi à ce qui résulte de vos interventions » (le 10 février 1948).

Staline n'aime pas voir ses collaborateurs se réclamer d'une légitimité autre que ses ordres, c'est pourquoi il préfère que l'idéologie soit laissée de côté, ou alors réduite à de telles abstractions qu'une interprétation nouvelle soit à tout moment nécessaire. Les références au passé ne l'impressionnent guère, elles ne fournissent pas de justification aux actions présentes. « Vous parlez d'histoire. Mais il faut parfois corriger l'histoire » (le 7 avril 1934). « Ne tenez pas à ce qui a été hier. Tenez rigoureusement compte des conditions nouvelles » (le 20 avril 1941). L'improvisation doit l'emporter sur la tradition : là encore, Staline s'inscrit fortement dans le grand courant de la modernité. Ne pas coller au dogme, prendre immédiatement en considération chaque donnée nouvelle : telle est la règle qu'il se fixe dès le commencement de la guerre : « Les débuts de la grande sagesse : 1. Reconnaissance de ses erreurs et défauts. 2. Correction de ces erreurs et défauts » (le 28 juillet 1941).

Pour cette raison aussi, Staline préfère changer régulièrement les hommes qui l'entourent et, plus spécifiquement, remplacer les vieux par des jeunes. « Les personnes âgées tiennent à l'ancien.

Les jeunes vont de l'avant. Remplacer les personnes âgées par des jeunes est très important » (le 6 février 1941). Ce principe explique non seulement les purges des années trente, mais aussi, cinquante ans plus tard, la stratégie de Pol Pot : le dirigeant cambodgien s'entourera à bon escient d'enfants-soldats.

Au moment du Pacte germano-soviétique, Staline ne manifeste plus aucune hostilité à l'égard de Hitler. Néanmoins, il voit une véritable faille dans son système : c'est son idéologie raciste. Ce n'est pas du tout qu'elle indigne Staline sur le plan moral ; mais adhérer à une telle idéologie inégalitaire, et de plus le crier sur les toits, lui paraît être un handicap dans l'action proprement politique. « L'Allemagne poursuit maintenant la guerre sous la bannière de l'assujettissement et de la soumission des autres peuples, sous la bannière de l'hégémonie. C'est un grand moins pour l'armée allemande. Non seulement elle n'a plus la sympathie d'une série de pays et de peuples, mais, au contraire, elle a rendu hostiles à son égard de nombreux pays qu'elle occupe » (le 5 mai 1941).

À cet égard, l'idéologie communiste est, selon Staline, une bien meilleure arme. « Lénine a créé la nouvelle idéologie de l'humanité, l'idéologie d'amitié et d'amour entre les peuples, d'égalité entre les races. Une idéologie qui place une race au-dessus des autres et exige que les autres races lui soient soumises est une idéologie morte, elle ne peut subsister longtemps » (le 22 avril 1941). On pourrait remplacer dans cette phrase « idéologie » par « propagande » sans aucun dommage. L'idéologie est réduite ici à un rôle purement instrumental, elle facilite la conquête du pouvoir. Elle est servante, non maîtresse. L'Union soviétique est une pseudo-idéocratie, un État qui prétend se soumettre à l'idéologie mais qui, en réalité, la met au service de la

marche vers le pouvoir absolu. Les services de propagande sont aussi nécessaires – et aussi soumis – que l’Armée Rouge ou que le KGB.

Un masque commode

Pour être subordonné, l’habillage idéologique n’en est pas moins indispensable. On a même l’impression que, précisément parce que son rôle tend à disparaître en tant que moteur de l’action, les apparences doivent être sauvées à tout prix. Mais quelles apparences conviennent le mieux ? Staline juge qu’à l’époque actuelle mieux vaut avancer caché : ne pas proclamer son désir d’instaurer partout le communisme ou d’exiger la soumission à l’Union soviétique, mais, au contraire, présenter ses actions comme un combat de libération nationale, de front populaire, de coalition de toutes les forces progressistes. Il est impératif, martèle Staline, de dissimuler le projet soviétique derrière une façade qui n’intimide personne. Sans jamais céder sur l’essentiel, bien sûr, qui est le contrôle du pouvoir. Comme il le dit à Togliatti (qui le répète immédiatement à Dimitrov) : « Pour les marxistes, la forme n’a jamais une signification décisive. Ce qui décide est le fond des choses » (le 5 mars 1944). L’essentiel, ici, n’est pas de savoir si l’Italie sera une monarchie ou une république, c’est que les communistes s’assurent une part du pouvoir.

De même pour l’Europe de l’Est : il faut savoir s’adapter, comme l’explique patiemment Staline à Dimitrov. « En Bulgarie, vous devez créer un Labour Party, parti travailliste. [...] Il n’est pas avantageux d’avoir un Parti ouvrier, et de surcroît l’appeler communiste [ce qui est le cas en Bulgarie]. [...] Je vous conseille fortement

de le faire. [...] Ce sera un parti populaire. Je vous assure que vous ne perdrez rien, au contraire, vous ne ferez que gagner. Et du point de vue de la situation internationale du pays, cela vous facilitera considérablement la tâche. Dans le fond, le parti sera communiste, mais il aura une base plus large et un masque commode pour la période actuelle. Cela vous aidera à atteindre le socialisme par une voie particulière – sans la dictature du prolétariat. [...] Ne craignez pas qu’on vous accuse d’opportunisme. Ce n’est pas du tout de l’opportunisme, c’est une application du marxisme à la situation actuelle » (le 2 septembre 1946).

L’erreur de ses collaborateurs est-européens n’est pas d’avoir tel ou tel objectif, mais de le révéler publiquement sans se soucier de ses effets. Dimitrov a proclamé la nécessité d’une union douanière entre pays socialistes, Staline est énervé : les Occidentaux risquent d’en faire autant. « Si vous voulez vous unifier, pourquoi en faire autant de bruit ? » (le 10 février 1948). Les Yougoslaves envoient leur armée en Albanie : pourquoi le crier sur les toits ? « Les Yougoslaves ont visiblement peur qu’on leur prenne l’Albanie. Vous devez prendre l’Albanie, mais intelligemment » (le 10 février 1948). Dimitrov a parlé de « destruction de tous les foyers d’agression » comme but actuel du camp socialiste. La direction soviétique est scandalisée. Molotov s’exclame : à quoi riment ces hurlements ? « Vous mènerez une guerre préventive ? » Staline ajoute : « Ce sont des déviations gauchistes » (le 10 février 1948). La parole n’est jamais jugée à l’aune du vrai et du faux, seulement à celle de l’utile et du nuisible ; le tort de Dimitrov est d’avoir dit la vérité.

Staline lui-même ne dit jamais que ce qu’il faut dire. Après avoir fait l’éloge de la nouvelle slavophilie, il ajoute : « L’ancienne slavophilie

exprimait l'aspiration de la Russie tsariste de soumettre les autres peuples slaves. Notre slavophilie est entièrement différente – réunification des peuples slaves comme égaux, en vue de la défense commune de leur existence et avenir. Nous ne voulons rien imposer aux autres peuples slaves. Nous ne nous mêlons pas de leurs affaires intérieures. Qu'ils fassent ce qu'ils peuvent » (le 28 janvier 1945). Au même moment, il envoie dans ces pays les conseillers du KGB ou surveille minutieusement les nominations au gouvernement. Il illustre par là son recours systématique à un usage du langage dans lequel il est passé maître : les mots ne sont pas là pour désigner les choses mais pour les cacher. En disant le contraire de ce qu'on pense, on gagne sur les deux tableaux : on agit en toute liberté, tout en se protégeant des effets négatifs de ses actes.

Il n'a jamais été dans l'intention de Staline de laisser la moindre liberté à ses alliés, mais, pour cette raison même, il faut toujours dire le contraire. S'il intervient dans la conduite de leurs affaires, c'est parce que, plus encore qu'eux-mêmes, il veille à leurs intérêts ! « On ne peut plus admettre cette situation car elle nuit aux intérêts de la Bulgarie » (le 15 mars 1946 ; cette formule est due à Molotov). Il faut donc savoir que quand Staline dit « coordination » il entend « subordination ». S'adressant à Kostov, coupable de déviation autonomiste, il indique : « Entre communistes est nécessaire une amitié, une collaboration "sans mensonge, sans arrogance" » (le 6 décembre 1948). Ou encore : nous ne voulons que paix et amour entre les peuples (il faut donc renforcer l'armement pour que les prochaines conquêtes se passent sans incidents). Enfin, particulièrement savoureux, on doit éviter d'insister sur le rôle premier de Staline lui-même : il n'aime pas les flatteries ! À bon entendeur, salut.

Staline n'oublie pourtant jamais que ces concessions verbales doivent toucher, pour employer son vocabulaire, la forme et non le fond. Ainsi, au moment de l'annexion des pays Baltes : « Nous pensons que dans les pactes d'aide mutuelle (avec l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie) nous avons trouvé la forme qui nous permettra de placer une série de pays dans la sphère d'influence de l'Union soviétique. Mais pour y réussir, nous devons respecter strictement leur régime intérieur et leur autonomie. Nous n'aspirerons pas à leur soviétisation. Viendra le temps où ils l'accompliront eux-mêmes » (le 25 octobre 1939). Staline n'est pas pressé : inutile de se compliquer la vie en se précipitant. À la fin de la guerre, il instruit les Roumains : « Ne pas toucher aux terres du Palais et des monastères pour l'instant. [...] Ne pas poser maintenant la question de la nationalisation » (le 4 janvier 1945).

Dimitrov aura à subir les conséquences immédiates de ce choix du masque le plus commode, car elles concernent les activités du Komintern au moment même où il en prend la direction. Staline pense que le temps est révolu où il était utile de se réclamer du communisme et d'affirmer l'unité internationale ; maintenant il convient de mettre l'accent sur l'antifascisme et la démocratie, et d'insister sur l'autonomie nationale. Cela est vrai pour des pays en guerre civile, comme la Chine ou l'Espagne, mais aussi pour la France et l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, la Yougoslavie et la Bulgarie. Autrement dit, l'Internationale communiste est destinée à disparaître – et Dimitrov qui est pourtant tout fier d'en être le chef doit devenir son fossoyeur.

Pendant le Pacte germano-soviétique, la stratégie nouvelle est définitivement arrêtée. « Il faudrait que les partis communistes deviennent

entièrement autonomes au lieu d'être des sections du Komintern. Ils doivent se transformer en partis communistes nationaux sous des appellations différentes – parti ouvrier, parti marxiste, etc. Le nom importe peu. L'important est qu'ils pénètrent au milieu de leur peuple et qu'ils se concentrent sur leurs tâches spécifiques. Il faut qu'ils aient un programme communiste, qu'ils s'appuient sur une analyse marxiste, et non qu'ils regardent vers Moscou [...]. Maintenant viennent au premier plan les tâches nationales de chaque pays » (le 20 avril 1941). Le programme communiste reste immuable ; le nom du parti doit en revanche changer.

Dès le premier jour de la guerre, Staline – qui, à en juger par le journal de Dimitrov (et contrairement à ce qu'affirment d'autres sources), n'a pas perdu son sang-froid – annonce que le Komintern doit s'effacer. « Pour l'instant, le Komintern ne doit pas agir à découvert. [...] Ne plus poser la question de la révolution socialiste. Le peuple soviétique mène une guerre patriotique contre l'Allemagne fasciste » (le 22 juin 1941). À usage interne, mieux vaut parler patriotisme que communisme ; par rapport au monde extérieur, la défense nationale doit dissimuler le projet international. Dimitrov croit encore à son jouet, essaie de coordonner les actions à l'étranger ; mais ses demandes de rendez-vous avec Staline sont écartées. Le 11 mai 1943, la décision tombe : « L'expérience montre qu'il ne faut pas qu'il y ait un centre directeur international pour tous les pays. » Staline explique à Dimitrov, chagriné : « On accuse de manière mensongère les partis communistes d'être les agents d'un État étranger, et cela nuit à leur travail auprès des larges masses. Avec la dissolution du Komintern, on enlève cet atout des mains des ennemis » (le 21 mai 1943).

Le tour est donc venu des mouvements anti-fascistes. Mais qu'on ne s'y trompe pas : aucun changement de fond ne s'est produit. Le Komintern était un organe de la politique soviétique ; après sa disparition, la même politique se poursuit de plus belle. Et, du reste, un organe de remplacement jaillit aussitôt : le 12 juin 1943, Staline crée un Bureau qui reprend les fonctions du Komintern. « Créer une Section d'information internationale, auprès du Comité central, qui sera chargée de la direction des comités antifascistes, de la radiodiffusion nationale illégale, des liaisons avec l'étranger. » Cette fois-ci, le Bureau est présidé par un camarade soviétique, Dimitrov n'en est plus que le vice-président.

Au lendemain de la guerre, une série de pays d'Europe de l'Est entrent dans l'orbite de l'Union soviétique. Comment présenter cette mutation ? Les communistes locaux (toujours tentés par les « déviations gauchistes ») parlent soviets, dictature, communisme. Staline est contre : pourquoi chercher à effrayer les gens et scandaliser les Alliés ? Il développe donc l'idée de deux voies vers le socialisme. Voici comment il l'explique aux dirigeants bulgares et yougoslaves qu'il a conviés chez lui. « Dans l'histoire de la pensée marxiste se sont révélées deux possibilités ou deux formes de dictature du prolétariat. [...] L'une des formes est la république démocratique avec prédominance du prolétariat [...], non une république démocratique comme en Amérique ou en Suisse, mais une république dans laquelle la classe ouvrière a un grand poids. Plus tard Lénine découvrit la forme soviétique de la dictature du prolétariat comme plus appropriée et convenable à nos conditions. [...] Nous avons éliminé le droit de vote des koulaks et de la bourgeoisie. Chez nous, seuls les travailleurs avaient le droit de vote. Il a fallu déporter deux

millions de koulaks dans le Nord, et après avoir liquidé les koulaks comme classe, nous avons donné le droit de vote à tous. [...] Mais vous pouvez vaincre les ennemis sur une base légale. [...] La forme soviétique est bonne parce qu'elle résout tout rapidement – avec du sang mais rapidement – mais vous pouvez vous en passer, parce que vos capitalistes se sont rendus aussitôt » (le 6 décembre 1948).

On voit que Staline ne cache nullement l'étendue des massacres dont il est responsable, justifiés au nom de l'efficacité (« avec du sang mais rapidement ») ; de plus, il prend soin de distinguer entre deux formes de démocratie, bourgeoise et populaire. Il opère une distinction parallèle entre deux formes d'opposition. Au secrétaire d'État américain, qui déplore l'absence de pluralisme en Bulgarie et donc la persécution de l'opposition, Staline réplique : « En ce qui concerne l'opposition, elle peut être, comme on sait, loyale ou non loyale » (le 23 décembre 1945). La première est acceptable : c'est celle qui veut bien collaborer avec les communistes au pouvoir. Quant à la seconde, il donne à Dimitrov des instructions précises : « Prendre une série de mesures réfléchies et habilement organisées pour étouffer l'opposition » (le 28 mars 1946).



À lire le journal de Dimitrov, le personnage de Staline, redoutable homme d'État, nous apparaît dans toute sa force. On pourrait dire qu'il ne cherche pas le pouvoir pour son propre bénéfice : tout comme communisme et État soviétique sont devenus pour lui indiscernables, lui-même s'est confondu avec sa fonction, celle du dirigeant suprême de l'URSS. Ce qui est bon pour la puissance du pays est bon pour le

communisme et en même temps bon pour lui ; l'Union soviétique doit acquérir le pouvoir dans le monde comme Staline a conquis le pouvoir absolu en Union soviétique. L'efficacité des méthodes staliniennes – « avec du sang mais rapidement » – est incontestable, tout comme leur radicale amoralité – « pour nous, il n'existe pas d'impératifs catégoriques ».

Ses résultats sur la scène internationale sont plus mitigés, même s'ils sont loin d'être négligeables. On peut dire qu'il commet au sujet de Hitler une erreur grave : prisonnier de ses schémas marxistes, il ne reconnaît pas la nouveauté de son projet. En un autre sens pourtant, Staline a raison : Hitler est, à son tour, prisonnier de son idéologie, il n'obéit pas assez au principe de Staline : « Si tu es fort, frappe ; sinon, n'accepte pas le combat. » Hitler s'est cru plus fort qu'il n'était, déclarant la guerre simultanément à la Grande-Bretagne, à l'Union soviétique et aux États-Unis ; il a agi en raison de ses convictions, non en calculant les effets de ses actes. Lui, Staline, n'en fait jamais autant. Si Hitler s'était comporté aussi intelligemment que Staline, ils auraient tous deux gagné. Staline a en somme trop cru à la ressemblance entre eux deux et n'a pas imaginé la folie de Hitler. Staline avait raison, mais à long terme seulement : quatre années de guerre épuisante et vingt-cinq millions de victimes soviétiques seront nécessaires pour qu'il remporte la victoire.

L'autre déboire de Staline concerne Tito, dont l'affaire est présente dans les dernières pages du journal de Dimitrov. Tito parvient à tenir en échec le grand chef parce que – à la différence de Hitler ! – il a bien appris la leçon. Il prend Staline au mot : puisque celui-ci prétend respecter les autonomies nationales, Tito s'émancipera de la tutelle soviétique. Il choisit son moment : Staline craint alors la réaction américaine, il renonce

Tzvetan Todorov
Staline vu de près

donc à une intervention armée. Tito a perçu tous les avantages de la doctrine nationale-communiste et l'a adoptée pour son usage. De ce point de vue, Milosevic est un lointain disciple de Staline – seulement il a oublié que pour réussir un projet il faut disposer des forces nécessaires ;

sinon, on risque de juste « tendre l'échine pour que les Américains la frappent... ».

Staline est mort en 1953 ; les leçons de ses actes restent vivantes parmi nous.

Tzvetan Todorov.